

# Monnaie, pouvoir et société

*Par Christian Chavagneux*

La monnaie est considérée généralement comme un moyen d'échange, quelque chose d'utile qui permet d'effectuer des transactions. Les économistes soulignent les difficultés à organiser une économie d'échanges sur la base du troc et justifient l'apparition des monnaies comme l'innovation permettant enfin aux activités de commerce de se développer.

Pourtant, l'histoire montre combien le développement de la monnaie a tenu à des causes autres que purement économiques (1). Ainsi, de nombreuses civilisations ont promulgué des lois réclamant le versement de compensations lors de jugements d'actes de violence. Le mot « payer » lui-même vient du latin *pacare*, qui signifiait à l'origine pacifier, apaiser ou faire la paix avec quelqu'un. De même, le paiement d'une dot, afin de dédommager le père de la perte des services rendus par sa fille, était - et reste encore - une coutume dans nombre de sociétés. Les obligations religieuses rendaient également nécessaires des paiements réguliers. Sans oublier les impôts et autres prélèvements imposés de tout temps par les princes à leurs sujets. Monnaie-violence, monnaie-mariage, monnaie pieuse, monnaie-taxe, les causes n'ont pas manqué pour induire des besoins de paiements qui ont joué un rôle important dans le développement des signes monétaires. Les nécessités du commerce ont aussi leur part, mais elles sont loin d'être la cause unique de l'utilisation croissante de la monnaie.

## Un instrument du lien social

Si la monnaie comporte une dimension économique indéniable, elle a été et reste aussi un instrument de lien social. Michel Aglietta et André Orléan en font même l'une des expressions fondamentales du rapport d'appartenance qui lie les individus entre eux (2). Qu'elle prenne la forme d'une dette avec une obligation de paiement et de remboursement, ou qu'elle soit l'un des symboles d'une communauté politique et sociale, la monnaie comporte des dimensions que la science économique traditionnelle est bien en peine de rendre, elle qui n'offre tout bonnement aucune théorie de la monnaie.

C'est justement parce qu'elle comporte cette dimension sociale qu'une certaine stabilité de la valeur de la monnaie est considérée comme un élément essentiel de l'équilibre des sociétés. Car c'est l'une des conditions de la confiance des acteurs économiques aussi bien que des citoyens dans la pérennité de l'ordre social. Les périodes d'hyperinflation (comme en Amérique latine dans les années 80 ou en Russie dans les années 90) sont ainsi généralement le signe de conflits sociaux intenses pour le partage des richesses et d'une instabilité économique qui peuvent s'avérer les vecteurs d'importants problèmes sociaux et politiques.

Economique, sociale, la monnaie est aussi politique. Comme le souligne Benjamin Cohen, sous cet aspect-là, « la monnaie est plutôt un jeu à somme négative : tout le monde n'y gagne pas. La raison en est simple. L'essence de la monnaie est d'être un pouvoir d'achat et le pouvoir est au coeur de la politique. Le pouvoir appartient à ceux qui créent la monnaie et à ceux qui la contrôlent. Au niveau politique, la monnaie est tout sauf neutre » (3). Détient du pouvoir sur la monnaie celui qui peut en influencer la valeur interne (prix) et externe (taux de change), ainsi que celui qui décide qui peut bénéficier de combien de crédits et à quelles conditions. Un pouvoir essentiel dans une économie capitaliste, où le crédit joue un rôle central.

## Le contrôle change de mains

A cet égard, pouvoirs publics et acteurs financiers privés se sont toujours partagé le contrôle de la monnaie. Chaque période est marquée par une plus ou moins grande influence des uns et des autres, mais aucun n'en a jamais eu le contrôle exclusif. Les différentes monnaies utilisées à travers l'histoire sont autant le fruit d'innovations privées que publiques (les débuts de la monnaie électronique en apportent une nouvelle illustration). Si leur acceptation nécessite que leur valeur soit garantie par une forme d'autorité politique, celle-ci n'est pas toujours le fait des pouvoirs publics.

On considère aujourd'hui comme une banalité le fait que les Etats et les banques centrales soient des acteurs monétaires importants dans la gestion de monnaies au symbolisme national fort. L'idée d'une monnaie nationale unique ne s'est pourtant progressivement imposée qu'au XIXe siècle, avec la consolidation des Etats-nations en Europe ; la plupart des banques centrales des grands pays industrialisés sont nées à ce moment-là. Pour autant, les dirigeants politiques avaient compris depuis longtemps que le monopole de la production de monnaie était une source importante de pouvoir financier (pour les dépenses budgétaires) et de pouvoir symbolique (comme symbole du pouvoir du prince sur une communauté). Avec des conséquences redistributives importantes lorsque les pouvoirs publics jouent sur la valeur de la monnaie : l'inflation défavorise les créanciers, mais élimine les dettes, et la dévaluation permet de soutenir ses entreprises dans le jeu de la concurrence mondiale. De plus, en tant qu'autorité

monétaire, les pouvoirs publics ont la tâche d'assurer la pérennité des systèmes financiers. Seul le pouvoir de battre monnaie permet aux banques centrales de produire sans délai la liquidité nécessaire pour maintenir le fonctionnement d'un système financier aux prises avec des difficultés.

Mais les acteurs publics ne sont pas les seuls à pouvoir influencer la valeur des monnaies et la répartition des crédits. La principale source de la masse monétaire est de loin le crédit produit par les banques. Des banques privées de l'Antiquité au développement du capitalisme industriel, le crédit est ce qui transforme la monnaie en finance. Et sa source est essentiellement privée, dans un contexte de contrôle plus ou moins grand par les autorités publiques. Les transformations de la finance contemporaine sont allées dans le sens d'une influence accrue des acteurs privés.

### **Des institutions internationales dépassées**

Dans l'immédiat après-guerre, les systèmes monétaires et financiers sont organisés sur une base nationale. Les monnaies européennes sont inconvertibles jusqu'en 1958 (elles ne peuvent être utilisées en dehors du territoire national), la mobilité internationale des capitaux est limitée et les différentes autorités monétaires assurent la stabilité de leur système financier national. Depuis, la mondialisation financière a complètement remis en cause cette organisation. Elle a changé la donne dans trois domaines importants : la distribution des crédits s'organise désormais au niveau mondial ; les risques d'instabilité du système financier international se sont accrus ; les frontières entre finance « normale », spéculative et criminelle sont devenues de plus en plus poreuses. Face à ces évolutions, les autorités monétaires nationales n'ont pas été capables d'organiser les moyens d'un contrôle politique de cette nouvelle finance. Les institutions financières internationales sont dépassées par les événements ou ont abandonné toute velléité de contrôle, tandis que les réponses politiques aux crises financières internationales sont le fruit de coopérations ad hoc.

Le poids accru des acteurs financiers ne se limite pas à une mondialisation de leurs activités à laquelle les pouvoirs publics ne savent pas trouver de réponse seuls. A l'image d'une finance apportant les ressources nécessaires aux transformations du capitalisme industriel se substitue désormais celle d'un capitalisme financier. Si celui-ci place sous surveillance les politiques menées par les gouvernements nationaux et les banques centrales, il impose aussi ses impératifs de rentabilité élevée et rapide au fonctionnement des entreprises. Les fonds de pension et autres investisseurs institutionnels, institutions de gestion collective de l'épargne au niveau international, pour être actionnaires minoritaires dans les entreprises où ils investissent, n'en ont pas moins pris un pouvoir important. Comme le montre André Orléan (4), leur force est d'avoir développé un pouvoir d'évaluation public et influent des entreprises, fondé sur l'analyse abstraite de l'architecture organisationnelle des firmes. Leur idée est que l'on peut décider si une firme est bien ou mal gérée en regardant si l'organisation du pouvoir en son sein est favorable ou non aux actionnaires minoritaires. Et grâce aux stock-options, chacun de nous est un actionnaire minoritaire en puissance.

Dans ce monde, l'individu n'est plus prioritairement défini comme un citoyen, mais comme un propriétaire et les droits patrimoniaux l'emportent sur les droits sociaux. D'où l'enjeu actuel des débats sur le rôle de la monnaie et de la finance dans nos sociétés : trouver les moyens d'une action au niveau mondial qui permette d'encadrer le pouvoir des acteurs financiers privés transnationaux, afin de redonner du poids aux choix politiques démocratiques.

(1) Voir à ce sujet l'ouvrage de Glyn Davies, *A History of Money from the Ancient Times to the Present Day*, University of Wales Press, 1994.

(2) *La violence de la monnaie*, éd. Puf, 1982, et *La monnaie souveraine*, éd. Odile Jacob, 1998.

(3) Voir page 22.

(4) *Le pouvoir de la finance*, éd. Odile Jacob 1999.